



COMPTE
RENDU

Paris, le 15 janvier 2015

mardi 6 octobre 2015, de 15h30 à 17h30

à l'ARF – 282, *Boulevard Saint Germain, Paris* - Salle « Opéra »

Documents Jointes :

- Plaquette 1 pour 4000 ministère des affaires étrangères
- Protocole d'accord APCAIE –ACCR
- Liste des participants et excusés

Cette réunion pour objet de fédérer les collectivités autour des événements à venir et établir un plan d'action collectif, dans la perspectives des 5èmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise de Chengdu à l'automne 2016 (dates non fixées à ce jour).

La représentante de la Région Alsace a apporté des exemplaires des « Actes des Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise de Strasbourg » 6-7 novembre 2014.

Introduction en l'absence du président sur le contexte général, les enjeux principaux et les échéances.

Le Ministère des affaires étrangères, représenté par Jean-Claude Levy (réfèrent Chine) a pris la parole pour dire son analyse sur la situation présente. Il faut se souvenir que la coopération suit une trajectoire, qui malgré les aléas géopolitiques, administratifs ou encore économique, doit être conservée. La Chine se fabrique tous les jours, mais la France aussi avec les réformes (Loi NOTRé...), la coopération est un outil qui doit évoluer avec et les collectivités apportent et éclairent le tropisme économique des Chinois.

Ce type de rencontres a vocation à mesurer le progrès, il se félicite du document de capitalisation produit par la Région Alsace, qui est une pierre à l'édifice et les prochaines assises doivent être perçues comme un point d'orge (lignée).

Il a ajouté que la DAECT dispose d'une vision générale qui complète le caractère plus sectoriel ou partiel de celle des collectivités. Ce rendez-vous des rencontres franco-chinoises est essentiel pour progresser dans nos travaux mutuels :

- faire le bilan (pour mesurer l'évolution)
- valoriser l'existant (pour connaître le point d'avancée de chacun)
- insister sur la richesse de la dynamique collective : même si mutualiser n'est pas facile (mener la trajectoire là où nous avons choisi)

→ Quelque soit les changements, il s'agit de garder une trajectoire souhaitée. Les événements laissent trace et la capitalisation est une contribution concrète au débat sur les échanges humains par exemple.

Au nom de l'animation du groupe-pays ARF-CUF, Anne-Claire Gaudru (référente Chine CUF) a présenté les évolutions récentes de l'agenda.

Les Rencontres de la coopération avaient été pensées comme un événement devant être préparé par des séminaires intermédiaires, devant déflorer un sujet afin de venir avec des préconisations concrètes aux Rencontres. L'enjeu majeur est d'assurer une préparation de ces Rencontres afin qu'elles soient satisfaisantes pour les collectivités, la réunion de ce jour est le premier outil pour identifier :

- les velléités d'évolution du format,
- les volontés de peser dans la concertation du comité conjoint franco chinois des rencontres de la coopération décentralisée

A ce jour, les retours des collectivités quant aux dernières assises et la préparation du séminaire intermédiaire de novembre 2015 reflétaient une certaine lassitude et anxiété à se relancer dans un tel processus.

En effet, la récurrence de certains sujets (ville durable, bien mais très vaste) et le format ne semblent permettre un niveau d'échanges satisfaisant.

- Fin septembre, un dialogue entre le nouveau co-président du comité conjoint franco-chinois pour la coopération décentralisée, M. Jaques Auxiette, le délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales, M. Bertrand Fort, le directeur de Cités Unies France, M. Bertrand Gallet et le président du groupe-pays

Chine, M. Bernard Soulage, a permis d'établir un lien sur les enjeux à venir débouchant sur plusieurs conclusions, restitués par le président B. Soulage.

- Le 23 novembre 2015, la réunion du comité de pilotage conjoint franco-chinois se tiendra à Nantes, toute la journée
- Afin de considérer l'avis des collectivités la réunion sera ouverte aux membres du groupe-pays
- Le résultat de la consultation de ce jour sera restitué par le président du groupe-pays, et une position sur un certain nombre de thèmes recensés côté collectivité.

→ La condition *siné qua none* pour la réussite des Rencontres est le recours à une méthode encadrant l'événement, en matière d'objectifs et nourrissant les stratégies mutuelles.

JC Levy souligne que le dialogue de haut niveau sur les échanges humains, demandé par les Chinois, est un fondement. Depuis longtemps le sujet est traité certes, mais qu'à l'occasion des Rencontres à Chengdu (Sichuan), il serait important d'en restituer l'essentiel, ce qui a du sens, en déclinant tout ce qui peut s'y inscrire (sport, culture, économie, santé : élément de la vie de tous les jours....).

Retour des présents sur les attentes et volontés à affirmer au Comité de pilotage conjoint franco-chinois pour la coopération décentralisée du 23 novembre 2015,

Contexte : le Président Soulage rappelle que l'Ambassadeur a un point de vue très sévère sur la coopération décentralisée et son efficacité ; et son intérêt concernant nos travaux se limite aux échanges économiques et à ce qui peut promouvoir la France.

Par conséquent, la qualité du programme des Rencontres passera par la capacité à identifier les enjeux des collectivités et à les intégrer dans la trajectoire souhaitée par les acteurs français.

Région Rhone-Alpes (Ivan Dedessus Le Moustier) : la temporalité rapprochée des événements crée une récurrence des sujets déjà abordés sur les échanges humains. Il faut voir comment les aborder sous un angle nouveau.

Il faut privilégier la continuité et mettre l'accent sur les réalisations existantes. Appuyer sur les grands champs de la coopération qui font l'unanimité mais ne sont que rarement évoqués de façon concrète. Dans les grands domaines publics, nous apportons une valeur ajoutée réciproque ; à l'image de la culture et de l'éducation ; exemple : Les

pratiques et résultats autour des Instituts Confucius sont multiples : proposition de bilan et partage sur les effets attendus)

ACCR – Association des Centres Culturels de Rencontre (Mme Battioni) : notre association structure l'essaimage de son modèle en Chine (sur deux sites).

Lien : <http://www.accr-europe.org/index.php/les-membres/>

Compte tenu du maillage des sites en France, l'idée est dans ce groupe de permettre aux collectivités de valoriser les acteurs de leurs territoires (ndlr. les centres culturels de rencontres notamment) et de s'appuyer sur les missions culturelles d'échange de ceux-ci, qui peuvent se décliner au travers de sujets comme les spectacles vivants, l'écriture, les arts et métiers, l'artisanat d'art, les smart city...

Ville d'Arras: la réussite des travaux sur le territoire des collaborations avec les étudiants des Instituts Confucius (TA Périscolaires 3eme année). Retour excellent qui demanderait à être confronté à d'autres projets valorisant l'apprentissage des langues et analysant en plus la stratégie générale des Instituts Confucius.

Région IDF : la coopération est pour la Région, un outil permettant d'échanger et d'enrichir les compétences de professionnels (accueil de jeux olympiques, mesure de qualité de l'air), ce qui débouche ensuite sur de l'économique (station de mesure de la pollution de l'air). Côté chinois, l'apprentissage constitue l'atout des travaux avec la France et leur permet d'améliorer leur compétitivité

Ville de Colmar: Sur les thèmes, comme nos deux pays sont très différents, il faut un sujet qui dépasse les échanges mais sont concrets. Avec la contraction des budgets, il faut un retour sur le terrain, un bilan concret. Il faut continuer à cibler des actions visibles et concrètes, et arrêter de dissocier l'approche économique : sans la dimension économique, point de solidarité, point d'environnement...

La réussite d'un projet ne se mesure pas qu'à son emprise économique ici et là-bas. Comme les processus sont longs, il faut partir de ce que nous savons faire, et sommes identifiés (transport, déchets, aménagement) et parfois difficile à mener et pas forcément économiquement rentable (ex : dimension culturelle (opéra de Lyon, difficile de rencontrer un public, art du cirque, cinéma d'animation).

Charentes maritime : L'enjeu est l'économie générée sur la base des échanges humains. En effet, l'approche intégrée de la visée économique est essentielle (de l'école de voile jusqu'au SAV sur les ventes de bateau, ou encore des missions d'expertise pour la création de centres de formations équiens en Chine (et redonner du sens / des missions à des institutions équiennes du territoire (haras de sainte)).

L'entrée économique en débat

JCL : Le retour sur investissement de tous ces voyages, ce n'est pas que la dimension économique. Le « B to B » ne peut pas restituer l'intégralité des travaux des collectivités.

→ Tout le monde est d'accord pour dire que le socle commun sont les savoir-faire des collectivités (compétences) mais aussi la capacité des collectivités à saisir les acteurs du territoire pour mettre en place les échanges économiques (approche intégrée).

→ Certains soutiennent que les retombées économiques sont l'enjeu de la coopération et une condition à celle-ci.

Cette scission entre l'économique et les compétences est attisée par des rôles parfois adjacents des bureaux de représentation politiques et économiques.

Egalement, la question du point de vue intervient en fonction du niveau de collectivité. En l'occurrence, la Région soutient « l'internationalisation des entreprises » .

→ Le débat ainsi généré pose la question de l'« adossement des Rencontres de la coopération décentralisée » à la Foire internationale de Chengdu.

Conclusion de ce temps :

- Un compte rendu sera fait et diffusé aux collectivités absentes afin de recueillir leurs avis.
- Les thèmes retenus : Partir sur nos acquis et de ce qui peut générer du développement économique entre nos territoires : la culture, la ville durable (transport, services publics locaux), le sport (voile, cheval, sport d'hiver, foot...)

La question du format est évoquée sous la forme de la capacité des collectivités à mobiliser leurs homologues pour parler concrètement des projets. Les dispositions différentes de nos

territoires rendent cet exercice délicat car comme le rappelle JC LEVY, l'approche micro est gérée par les Collectivités locales et le macro par l'Etat. Ainsi, la vision de l'Etat, et donc de l'APCAE, sera nécessairement globale et nous ne devons pas nous faire d'illusions sur la capacité de l'APCAE à mobiliser nos collectivités partenaires. .

L'invitation au Comité conjoint Franco-chinois qui se déroulera le 23 novembre 2015 de 10h à 16h à Nantes, émanera de la DAECT ; l'organisation pour les modalités d'inscription reste à définir avec l'ARF et CUF.

--> Ce débat débouchera sur une feuille de route intégrant les retours des absents, dans un souci de représentativité.

COP 21 : Échanges d'informations et initiatives sur les territoires en France et venues spécifiques de partenaires Chinois

Prise de paroles en fonction des actualités de chacun

CD Essonne - ville durable Hujan (accord IDF- Pekin, opérateur Saclay SSCE)

> Travaux sur la gestion durable des espaces verts (biodiv – lac de sable) capitalisation en cours

Initiative 4/1000 sur le stockage de carbone dans les sols du Ministère de l'agriculture (CF : PJ). La double performance agronomique et environnementale (agroéconomie circulaire)

lien/extrait : <http://agriculture.gouv.fr/rejoignez-linitiative-4-pour-1000>

Tous les États, collectivités territoriales, entreprises, organisations professionnelles, ONG, établissements de la recherche sont invités à participer à l'initiative « 4 pour 1 000 ». Celle-ci doit permettre de développer des actions concrètes sur le terrain qui bénéficient aux agriculteurs et éleveurs, premiers concernés par la dégradation des terres et plus largement à l'ensemble de la population mondiale.

En s'appuyant sur une documentation scientifique solide et des actions concrètes sur le terrain, l'initiative « 4 pour 1000 » vise à montrer que sécurité alimentaire et lutte contre les dérèglements climatiques sont complémentaires et à faire en sorte que l'agriculture apporte des solutions. Cette initiative consiste en une coalition d'acteurs volontaires dans le cadre du Plan d'action Lima Paris (LPAA) soutenue par un programme de recherche ambitieux.

- Une priorité : les sols agricoles pour garantir la sécurité alimentaire

- Une ambition : l'initiative « 4 pour 1 000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le climat »
- Quelle valeur ajoutée de l'initiative « 4 pour 1000 » ?
- Comment participer ?

Initiative de la conférence des 1000 maires (4 décembre) de la mairie de Paris.

--> Besoin d'identification des délégations chinoises et Organisation de RDV avec le Président Soulage.

Suite au Sommet mondial climat et territoires de juillet 2015 à Lyon, deux conférences organisées par la Région Rhône Alpes et le réseau des acteurs mobilisés pour le Sommet de Lyon (2 et 7 déc. espace sans accréditation)